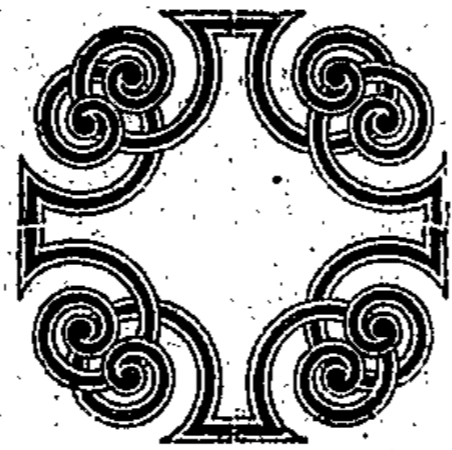


Lr 10..  
108.  
N° 2130. (B.)

LA  
**TÉLÉGRAPHIE**

DANS L'ORNE

PENDANT LA GUERRE 1870-1871



CAEN

IMPRIMERIE TYPOGRAPHIQUE DE CAEN

Rue Froide, 27

1872



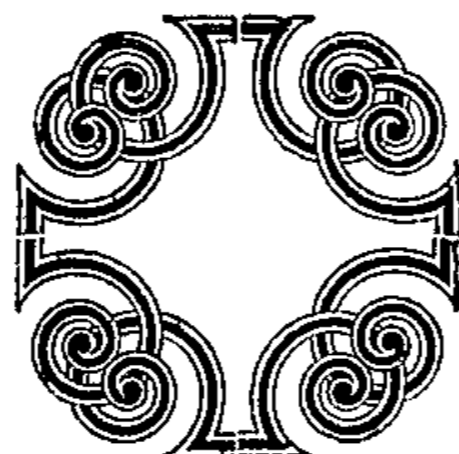
BIBLIOTHÈQUE D'ALENÇON  
Armoire ..... L.  
Rayon ..... 10.  
N° de classement 108.  
N° d'inventaire .....

[Liger (Gustave)]

LA  
**TÉLÉGRAPHIE**

DANS L'ORNE

PENDANT LA GUERRE 1870-1871



CAEN

IMPRIMERIE TYPOGRAPHIQUE DE PAGNY

Rue Froide, 27

—  
1872



LA

# TÉLÉGRAPHIE DANS L'ORNE

Pendant la guerre de 1870-1871.

---

## § 1<sup>er</sup>.

Lorsque la guerre éclata, l'administration télégraphique n'était pas en mesure de soutenir, dans une juste proportion avec la gravité des conjonctures, le rôle militaire qui lui incombait dès le premier jour. Elle ne s'y était point préparée de longue main par des études sérieuses et des essais persévérants. Elle n'avait ni personnel spécial, ni matériel suffisant pour le service des armées.

Le tout dut être prélevé, à la hâte, sur le service ordinaire.

A cette réquisition générale, d'une incontestable urgence, l'inspection de l'Orne perdit les approvisionnements de matériel attendus pour l'exécution de ses travaux. Elle eut à subir, en outre, une réduction du nombre de ses agents. Or, à ce moment-là même, les correspondances du gouvernement et des particuliers recevaient de la marche des événements une impulsion fiévreuse. On tomba donc dans cette situation étrange d'avoir à faire face à des besoins extraordinairement croissants avec des moyens notablement amoindris. Il en résulta une surcharge écrasante de travail pour tout le personnel, et la nécessité d'établir, à partir du 16 août, un service de nuit permanent au bureau d'Alençon.

Cependant, les défaites succédaient aux défaites. Ouverte à l'ennemi par nos premiers revers, la frontière de l'Est livrait

passage à tout un peuple en armes. D'innombrables phalanges se précipitaient sur notre sol, le couvraient de leurs flots pressés, et s'avançaient, d'un pas irrésistible, vers le cœur du pays, dispersant ou immobilisant nos armées, pratiquant méthodiquement la rapine, semant partout la terreur.

Surprise, humiliée, indignée, la France qui, elle, n'était pas en armes, fit appel au patriotisme de ses enfants. Elle ne voulut pas, si puissantes que fussent déjà les étreintes du vainqueur, faire le sacrifice de son intégrité territoriale, de sa gloire, de ses trésors et de sa grandeur, avant d'avoir sauvé son honneur par un suprême effort.

L'organisation de la défense nationale multiplia les devoirs du service télégraphique et aggrava sa responsabilité. Si, en effet, les moyens de combattre ne manquaient point au pays, il était besoin du moins de les tirer de leur état latent et de les mettre en œuvre. Tâche très-complexe, surtout avec des préoccupations politiques sur les bras. Tâche dont l'accomplissement ne comportait aucun délai ; ardue, du reste, par la prodigieuse activité qu'elle exigeait ; et pleine d'anxiétés, en raison de l'instantanéité et de l'harmonie qu'il fallait obtenir dans le concours de toutes les volontés, de toutes les intelligences. Tâche, par conséquent, absolument impossible sans l'incessant emploi du télégraphe.

Aussi, les affaires militaires et administratives se traitèrent-elles, alors, à peu près toutes par voie télégraphique. L'étincelle électrique s'unit, il serait injuste de dire se substitua, à la flamme patriotique pour aider à la formation des armées, pour susciter l'élan des populations. Nos bureaux furent encombrés de télégrammes officiels de toute nature, émanant d'autorités de toutes sortes, anciennes et nouvelles : les unes familiarisées déjà avec l'usage du télégraphe, les autres prétendant s'en servir avec une inexpérience souvent embarrassante, quelquefois inadmissible.

Les règlements à la main, veiller scrupuleusement sur l'authenticité des dépêches apportées en foule aux guichets ;

vérifier l'identité des expéditeurs ; assurer l'ordre et la rapidité des transmissions ; se tenir en garde contre l'espionnage de l'ennemi ; repousser les assauts acharnés de la curiosité publique ; garder un calme impassible au milieu des émotions de tous, tel devait être et tel fut effectivement compris et pratiqué le rôle spécial du service télégraphique.

Vers le 15 septembre, pour laisser le champ plus libre à la circulation des télégrammes officiels, non moins que pour déjouer les audaces et les ruses de l'ennemi qui s'approchait toujours, l'administration suspendit la correspondance télégraphique privée, dans le département de l'Orne, en établissant toutefois une exception en faveur de trois catégories de dépêches, savoir :

1° Les dépêches relatives aux fournitures militaires, par besoin ;

2° Les dépêches de presse, par principe politique ;

3° Les dépêches internationales, par dignité nationale, sans doute.

Du reste, le réseau de ses fils avait été profondément bouleversé et presque entièrement confisqué dans les départements de l'Est et du Nord-Est. Paris, son centre général et nécessaire, allait être investi.

Le moment était venu de modifier le système d'après les circonstances, et de donner à l'administration télégraphique, comme à la Défense nationale elle-même, deux pôles distincts reliés, si c'était possible, l'un à l'autre.

Déjà, après avoir laissé à Paris, en abondance, si je ne me trompe, personnel et matériel, le directeur général s'était rendu auprès de la délégation du gouvernement, à Tours, où trois sortes de questions sollicitaient son action.

Il importait d'abord de donner au réseau général un agencement provisoire qui remédiât à sa mutilation déjà consommée, à sa décapitation prochaine et inévitable.

Il était non moins essentiel d'aviser aux moyens d'établir ;

puis de conserver pendant le siège, une communication quelconque entre la province et Paris.

En troisième lieu, les opérations militaires auxquelles devait aboutir l'organisation des forces défensives du pays, réclamaient de la télégraphie un large et infatigable concours, soit sous forme de missions spéciales, soit sous forme d'obligations circonstanciées et de travaux exceptionnels dévolus aux soins du service ordinaire de chaque département.

Ce fut à ce dernier point de vue que le service de l'Orne se trouva mis en jeu.

## § II.

Partant des pentes occidentales du plateau d'Orléans et s'allongeant sur le faite de séparation des bassins de la Loire et de la Seine, peu éloigné, d'ailleurs, du cercle où se mouvaient les armées allemandes autour de Paris, le département de l'Orne forma, dès le principe, comme le poste avancé du système de défense de la région de l'Ouest.

Il eut tout d'abord pour bouclier contre les surprises d'un envahissement soudain les travaux ébauchés du *Comité de Défense*.

Vinrent ensuite les combinaisons plus complètes du *comité militaire*.

Dans l'une comme dans l'autre de ces deux phases, l'analyse des éventualités stratégiques fit souvent souhaiter l'existence d'un bureau télégraphique au chef-lieu de chaque canton. Elle fit naître, plus d'une fois, le regret qu'il n'eût pas été possible au département, pendant la paix, d'aider et d'encourager par des secours pécuniaires les plus importantes communes à se pourvoir, à temps, de bureaux aussi manifestement utiles. Elle provoqua même l'examen approfondi de la question de savoir s'il n'y avait pas lieu de recourir à des installations improvisées pour combler les lacunes du réseau.



Ce sujet était grave et comportait de mûres réflexions. En effet, avant d'ouvrir, en face de l'ennemi, de nouveaux canaux à la circulation électrique des informations et des ordres, il fallait absolument se sentir en situation :

1° D'en limiter l'usage à la transmission de renseignements soigneusement contrôlés, et à l'exercice du commandement militaire suivant les règles de la discipline ;

2° D'en soustraire le bénéfice à l'adversaire et d'en garder tout le profit pour soi.

Or, s'ils avaient dû être remis entre les mains d'employés expérimentés, habitués à la réserve et à la discrétion par une longue pratique de nos règlements, les postes télégraphiques qu'on aurait créés dans la zone des hostilités auraient, à coup sûr, offert les garanties voulues et rendu les services attendus.

Mais non, nous l'avons déjà dit, aucun agent ne pouvait plus être distrait d'aucun bureau en exercice.

Au lieu donc d'une solution sérieuse et sûre, on n'avait que la perspective d'avoir à former précipitamment des employés, pour les jeter, mal instruits, mal disciplinés, l'imagination frappée, effrayés peut-être des menaces trop réelles de l'ennemi ; pour les jeter, dis-je, au milieu des redoutables trames de l'espionnage allemand, au milieu de la confusion et des défaillances causées, de notre côté, tantôt par les tiraillements du commandement, tantôt par le défaut de solidité et d'indiscipline d'une partie de nos contingents.

Sous peine de ne faire des frais qu'en faveur de l'état-major prussien, on était tenu de s'imposer la plus grande réserve.

Ce point établi, on se demanda quelles seraient les additions au réseau qui auraient le moins d'inconvénients et dont la réalisation immédiate contribuerait le plus efficacement à faciliter l'échange des correspondances officielles, en même temps qu'à en augmenter la rapidité et la sécurité.

Un projet étudié à ce point de vue fut remis à la préfecture le 24 septembre. On y formulait les propositions suivantes :

1° Construction d'une ligne de Mortagne à Rémalard,

Condé-sur-Huisne et Nogent-le-Rotrou, avec installation d'un bureau municipal à Rémalard ;

2° Construction d'une ligne directe de Mortagne à Laigle, par Tourouvre, avec ouverture d'un bureau municipal dans ce dernier chef-lieu de canton ;

3° Établissement, concerté avec le département de la Mayenne, d'une ligne directe de Domfront à Mayenne.

L'État laissait à la charge du département la totalité des frais de la pose des fils, et partageait avec les communes intéressées ceux de l'installation des bureaux.

En employant du matériel semblable à celui de l'administration, la dépense était évaluée à environ *vingt mille* francs. Elle tombait à *dix* ou *douze* mille francs, si l'on se contentait de matériel non préparé et de travaux ébauchés.

Les autorités compétentes n'ayant pas donné suite au projet, le réseau télégraphique de l'Orne attendit le choc de l'ennemi sans avoir subi aucune modification matérielle.

Il se composait alors, comme aujourd'hui, de 17 bureaux groupés, à l'exception de celui de Laigle, autour de leurs chefs-lieux d'arrondissements respectifs. Ceux-ci communiquent, chacun par un fil spécial, avec le centre du système, c'est-à-dire avec le bureau d'Alençon, intermédiaire obligatoire de presque toutes les transmissions, point de départ des deux voies uniques destinées à l'écoulement des dépêches hors du département, savoir : un fil direct sur Caen et un fil direct sur le Mans. Un autre fil, reliant le bureau de Flers à celui de Condé-sur-Noireau, établit une soudure auxiliaire entre les départements de l'Orne et du Calvados. A ces trois fils seulement se réduisent les liens qui rattachent nos bureaux au réseau général, et sans lesquels ils se trouveraient complètement isolés du reste de la France.

En cet état de choses, dès que les mouvements de l'ennemi se multiplièrent et s'accrochèrent à la frontière orientale du département, chaque bureau télégraphique eut à jouer, dans les limites du possible, le rôle de poste d'observation. Bellême

porta son attention sur les deux routes de Dreux au Mans, et de Nogent-le-Rotrou à Alençon ; Mortagne et Le Mesle-sur-Sarthe sur celle de Dreux à Alençon. Aux bureaux de Laigle et du Merlerault échet la surveillance des deux routes d'Évieux à Alençon, de Dreux à Granville, et celle du chemin de fer de Dreux à Argentan. Enfin, les bureaux de Gacé et de Vimoutiers firent, des routes de Rouen et de Honfleur à Alençon, l'objet de leur sollicitude.

Aux recommandations de vigilance et de circonspection qui avaient déjà été faites aux employés-gérants, on ajouta les instructions suivantes :

1° A l'approche de l'ennemi, mettre en sûreté, et, au besoin, détruire les archives confidentielles et le matériel de rechange ;

2° Ne garder au bureau que les appareils strictement indispensables ; faire le service jusqu'à l'apparition de l'ennemi aux portes de la localité ; puis, au moment suprême de l'occupation, enlever les appareils et désorganiser l'installation des fils de manière à rendre les communications impraticables.

### § III.

Le bureau de Bellême fut le premier qu'aborda l'armée allemande. C'était le 23 novembre, au lendemain des combats de Dreux et de Nogent dont l'issue nous avait été défavorable, et qui avaient eu pour résultat de laisser aux colonnes ennemies un double passage libre dans la direction du Mans.

Préoccupés de la poursuite des troupes françaises, les officiers prussiens, après avoir pris possession de la ville, recherchèrent avidement des informations précises sur leur mouvement de retraite. L'un d'eux se précipita dans le bureau télégraphique, le revolver au poing, des menaces de mort à la bouche, demandant qu'on lui livrât et les dépêches transmises la veille par le général Jaurès, et l'employé avec ses appareils. Heureusement, le poste avait été démonté et les

dépêches brûlées pendant la nuit. Le gérant, qui n'était autre que le secrétaire de la mairie (1), répondit lui-même, en cette dernière qualité, à l'injonction brutale de l'officier. Il échappa au danger par son sang-froid.

Le lendemain, 24 novembre, l'ennemi leva le camp. Son départ permit de remonter les appareils et de se remettre en communication avec Mortagne qui, de son côté, n'avait pas subi d'occupation, mais en avait été menacé par quelques uhlans venus jusqu'à l'entrée même de la ville.

Aucune bande allemande ne visita, ensuite, l'Est du département ni ne troubla le fonctionnement des bureaux télégraphiques jusqu'au 22 décembre. A cette époque, les mouvements stratégiques de l'armée ennemie ramenèrent vers Bellême plusieurs détachements dont quelques-uns semblèrent se cantonner un instant autour de la ville. Il fallut suspendre la communication télégraphique pendant 48 heures. Mais ce ne fut encore qu'une alerte.

L'invasion réelle de la contrée commença le 8 janvier, c'est-à-dire lorsque s'acheminèrent vers Le Mans les renforts considérables destinés à appuyer, sous les murs de cette ville, l'armée du prince Frédérick-Charles qui venait de Blois et de Tours.

De ce moment datent l'occupation permanente de Bellême et la suppression définitive de son bureau télégraphique.

Mortagne, en même temps, reçut un escadron de cavalerie. Mais, par un privilège singulier, son bureau télégraphique resta inconnu aux officiers prussiens, et la gérante (2) dont le courage et la prudence ne défailirent point, sut se tenir constamment en communication avec les bureaux du Meslesur-Sarthe et d'Alençon.

Nous touchions, hélas ! aux derniers jours de l'espérance nationale. La 2<sup>e</sup> armée de la Loire, concentrée au Mans dans

(1) M. René.

(2) M<sup>me</sup> Hubert, née Langlais.

des positions formidables, allait braver l'habileté stratégique des généraux prussiens, et livrer la bataille d'où dépendait le sort de Paris.

Tous les cœurs étaient partagés entre l'anxiété et la confiance.

Une fois encore, la vieille étoile de la France s'évanouit.

La Providence nous refusa la victoire.

Le Mans tombé au pouvoir de l'ennemi, le département de l'Orne se trouvait du même coup privé de l'une de ses trois voies de communication avec le réseau général et séparé complètement de tous les bureaux de la Sarthe. Or, il y avait un intérêt capital à ce qu'Alençon restât le plus longtemps possible relié à Mamers, Beaumont et Fresnay, postes avancés de sa défense. Aussitôt donc que le bureau du Mans nous eût prévenu, le 12 janvier, dans la journée, qu'il se retirait, nous nous empressâmes d'exécuter au passage à niveau de Saint-Pater les opérations nécessaires pour faire aboutir au bureau d'Alençon le fil spécial de Mamers et celui de Fresnay-Beaumont. De la sorte, les dépêches s'échangèrent directement entre ces trois bureaux et Alençon, jusqu'à ce que l'ennemi fût entré à Mamers (le 13 dans la soirée), et à Beaumont (le 14 vers 9 heures du matin). L'employé de ce dernier bureau ayant été surpris en pleine transmission télégraphique, et gardé à vue avec ses appareils, il fallut cesser de correspondre, non-seulement avec lui, mais encore avec Fresnay; attendu que les deux postes étant desservis par un fil unique, Beaumont aurait pu prendre connaissance de tous les télégrammes *de et pour* Fresnay.

Au surplus, l'armée ennemie savait mettre le temps à profit, et lorsque nous perdîmes nos dernières communications du côté de la Sarthe, son avant-garde était déjà à nos portes.

On détruisit promptement les installations provisoires du passage à niveau de Saint-Pater; on isola complètement d'Alençon le faisceau des fils de la Sarthe, et on l'enchevêtra

de telle sorte que l'ennemi ne put s'en servir qu'après de longues et minutieuses recherches.

Le réseau de l'Orne, lui, demeura intact, avec les deux communications interdépartementales qui lui restaient sur Caen : l'une directe par Argentan et Mézidon, l'autre détournée par Argentan, Flers et Condé-sur-Noireau.

#### § IV.

Le dimanche 15 janvier, à midi, s'engagea en avant du faubourg de Montsort le combat qui avait pour prix la ville d'Alençon.

A cinq heures du soir, la partie était perdue, l'entrée de l'ennemi imminente, l'enlèvement des appareils et des documents télégraphiques de la station d'Alençon urgent.

Depuis la veille, tous les moyens de transports par chemin de fer avaient disparu ; presque tous les chevaux et les voitures avaient été réquisitionnés. Ce fut à grand'peine qu'on se procura une charrette et une mauvaise tapissière.

Du reste, au point de vue télégraphique proprement dit, l'éventualité d'une évacuation précipitée avait été prévue et des mesures combinées en conséquence.

Ces mesures furent mises à exécution. Elles consistaient à :

1° Désorganiser le plus perfidement possible toutes les communications du bureau ;

2° Conserver, exceptionnellement, en bon état de conductibilité, le fil direct de Caen ; laisser un appareil avec deux employés et un facteur, pour continuer le service jusqu'au moment de la prise de possession du local par l'ennemi, et le reprendre plus tard, d'une manière clandestine, pendant l'occupation, si les circonstances le permettaient ;

3° Transférer à Argentan le centre des transmissions avec le personnel, le matériel et les documents du bureau chef-lieu ;

4° Disposer, dans la gare d'Argentan où ils passent, des fils



conducteurs restés sans emploi à la suite de la prise du Mans et de celle d'Alençon, pour relier au bureau d'Argentan, le bureau de Caen, celui de Sées et tous ceux de l'arrondissement de Domfront.

Personnel et matériel, tout fut placé, tant bien que mal, sur nos deux véhicules qui s'ébranlèrent à cinq heures et roulèrent très-péniblement au pas, sur la route de Sées, couverte alors d'une couche de neige de 30 centimètres.

Le trajet dura toute la nuit. Nous arrivâmes à Argentan le 16, vers 8 heures du matin. Sur-le-champ, on procéda aux changements des fils dans la gare, en même temps qu'à l'installation de nouveaux appareils dans le bureau télégraphique de l'État. Au bout de quelques heures le réseau de l'Orne se trouvait reconstitué avec Argentan pour centre des transmissions, et tous ses bureaux rentraient en pleine activité, moins ceux d'Alençon, du Mesle-sur-Sarthe, de Mortagne et de Bellême, tous les quatre abandonnés en territoire ennemi.

La première dépêche que nous reçûmes de Caen venait d'Alençon. Les employés qu'on y avait laissés (1) nous télégraphiaient, le 15, à dix heures du soir, que la ville s'était rendue, qu'il n'y restait plus aucune autorité départementale ni militaire, et qu'en conséquence ils se retiraient à leur tour et mettaient leur appareil en lieu sûr. Ce fut le dernier soupir du poste télégraphique d'Alençon.

Pendant que nous disputions, pied à pied, au flot de l'invasion, nos communications télégraphiques, le 19<sup>e</sup> corps accourait de Cherbourg au secours de l'aile gauche de la 2<sup>e</sup> armée de la Loire, posait son quartier général à Domfront et plaçait une de ses divisions à Argentan pour assurer la sécurité de ses transports par chemin de fer.

D'un autre côté, l'administration départementale s'était transportée à Flers.

(1) MM. Doublet, employé de 2<sup>e</sup> classe ; Grard, employé de 4<sup>e</sup> classe ; Desvaux, facteur.

Il résulta de l'ensemble de ces circonstances une recrudescence inouïe dans l'activité de la correspondance télégraphique échangée par les bureaux d'Argentan (1), la Ferté-Macé (2), Flers (3) et Domfront (4), entre eux et avec, tantôt le gouvernement de Bordeaux, tantôt le quartier général de la 2<sup>e</sup> armée de la Loire. Il fallut établir un service de nuit permanent dans ces bureaux, et malgré cela, nous eûmes à regretter plus d'une fois l'insuffisance de nos deux soudures au réseau général par Caen.

De nouveaux incidents ne tardèrent pas à surgir.

Dès le 18, parut à Sées un détachement de cavalerie prussienne qui surprit le poste télégraphique. Il annonçait, pour le soir, une colonne de 2,000 hommes.

En effet, le corps d'armée du grand duc de Mecklembourg, massé à Alençon avec un effectif de 25,000 à 30,000 hommes s'ébranlait dans la direction de Rouen. Le 19, il accusait son mouvement, à la fois, par la route d'Alençon à Sées, Gacé, etc.; par celle d'Alençon au Mesle-sur-Sarthe, Moulins-la-Marche, Laigle, etc., et par les chemins secondaires compris entre ces deux routes. Dans sa marche torrentueuse, il détruisait les lignes télégraphiques à la sortie d'Alençon, à Vingt-Hanaps, à Sées, à Surdon, à Nonant, à Sainte-Gauburge; surprenait et dévalisait le poste télégraphique de Gacé; en partie celui du Mesle; isolait celui du Merlerault (5), prudemment démonté à temps, et lançait sur son flanc gauche une nuée d'éclaireurs, qui se montrèrent presque simultanément aux portes d'Argentan, à Ecouché, Trun et Vimoutiers, et déterminèrent, par leur apparition subite, les gérants de ces deux derniers bureaux à enlever leurs appareils.

(1) Directeur : M. Iaisement, chef de station d'Alençon ; gérant : M. de Lécluse, employé de 2<sup>e</sup> classe.

(2) Gérant : M. de la Porte, employé de 4<sup>e</sup> classe.

(3) Gérant : M. Gauchard, employé de 4<sup>e</sup> classe.

(4) Gérante : M<sup>me</sup> veuve Meillour, employée auxiliaire.

(5) Gérant : M. Fleury, instituteur communal et secrétaire de mairie.



Nos généraux s'y trompèrent. Ils prêtèrent à l'ennemi l'intention, fort plausible, du reste, de s'emparer d'Argentan et de Mézidon. Comme toutes les informations semblaient concorder pour démontrer que la ville d'Argentan allait être cernée, on résolut de se replier sur Falaise d'où il était facile de gagner Flers.

Ce fut le 19, au commencement de la nuit, que le général commandant donna, au télégraphe et au chemin de fer, l'ordre d'évacuer.

Nous fîmes nos préparatifs ; mais nous continuâmes d'assurer le service jusqu'au lendemain 20, à sept heures du matin, heure à laquelle on nous requit d'aller occuper, avec nos deux voitures pleines de personnel et de matériel, la place qui nous avait été assignée au centre de la colonne.

En s'éloignant d'Argentan, on ajoutait considérablement à la mutilation du réseau télégraphique, car on perdait une communication directe sur Caen, ainsi que les bureaux d'Argentan, Sées, Le Merlerault, Gacé, Trun et Vimoutiers. On se trouvait réduit, avec Flers pour centre des transmissions, aux seuls bureaux de l'arrondissement de Domfront et à la soudure interdépartementale de Flers à Condé.

Si dur que fût le sacrifice, il n'était ni facultatif ni évitable. On dut s'y résigner en subissant, comme conséquence, un surcroît de travail dans les postes et d'encombrement sur les fils restants.

A Falaise, on rencontra la division Saussier arrivant, je crois, par la route de Jort.

Avant même que les billets de logement fussent distribués en totalité, les deux généraux reçurent l'ordre de combiner leurs efforts pour reprendre Argentan *à tout prix*. Un conseil de guerre eut lieu. A la suite, le service télégraphique fut informé que le lendemain matin, 21, on marcherait sur Argentan ; qu'on y entrerait coûte que coûte ; qu'on y aurait besoin immédiatement d'un poste télégraphique ; mais que l'extrême arrière-garde de la division Girard avait, le matin, en passant,

détruit la ligne télégraphique d'Argentan à Caen, sur une longueur de plusieurs centaines de mètres.

D'après ces données, on choisit le matériel et on désigna le personnel qui devait accompagner les colonnes d'attaque (1). Le reste fut dirigé sur Flers (2) avec mission d'accélérer par tous les moyens possibles les transmissions télégraphiques.

Le 21 janvier, à neuf heures du matin, commença le mouvement de retour sur Argentan ; la division Girard marchant droit à l'ennemi, la division Saussier prenant à droite par la route d'Écouché.

Nous suivîmes la première colonne.

Le long de la route, on nous apprit que les Prussiens n'avaient point occupé Argentan, et que, par conséquent l'entrée de la ville ne serait point disputée à nos troupes. Le rétablissement des communications télégraphiques n'en était pas moins un travail urgent. Nous lui donnâmes tous nos soins. La coupure existait au point d'intersection de la route nationale n° 158 et du chemin de fer d'Alençon à Mézidon. Elle consistait en trois poteaux abattus et plusieurs centaines de mètres de fil enlevés. Avec l'aide d'une section du génie auxiliaire du Calvados, nous réussîmes à terminer, vers sept heures du soir, la réparation provisoire des dégâts. Nous nous portâmes ensuite de toute la vitesse de notre véhicule vers Argentan, où le poste télégraphique fut réinstallé et remis en communication avec Caen et Flers, à onze heures du soir.

Après avoir repris possession du point principal du réseau, on consacra la journée du 22 à augmenter le personnel des postes en activité, et à le répartir entre eux, proportionnellement à l'importance toujours croissante du travail.

(1) Avec l'Inspecteur, MM. de Lécluse, employé de 2<sup>e</sup> classe, Morel, surveillant, chef d'atelier, Besnoin, surveillant, Abot, chef-surveillant stagiaire.

(2) Avec M. Laisement, chef de station, MM. Collet, Delanoë, Menard, employés auxiliaires.

Sur ces entrefaites, le quartier-général du 19<sup>e</sup> corps se porta en avant de Domfront à Briouze.

Briouze n'avait qu'un bureau télégraphique municipal, complètement au-dessous, comme personnel et matériel, de la lourde tâche qui lui incombait tout à coup. On y court, le 23, en toute hâte ; on modifie l'installation des fils ; à l'appareil à cadran on ajoute un appareil morse pouvant communiquer directement avec Caen, soit par Argentan, soit par Flers et Condé. Enfin, M. le chef de station d'Alençon lui-même (1) y prend la direction du service, qu'avec l'aide de deux employés auxiliaires (2) il sut assurer, jour et nuit, pendant la durée du séjour du quartier-général à Briouze ; c'est-à-dire du 23 janvier au 5 février.

A partir du 25 janvier, on put croire un instant que les arrondissements d'Alençon et d'Argentan étaient définitivement débarrassés des hordes allemandes, et caresser l'espoir de ressaisir promptement et de rattacher au réseau télégraphique une partie des bureaux précédemment abandonnés.

Deux ateliers (3) furent organisés sur-le-champ à cette intention. Le 26, ils se mirent en marche : l'un sur la ligne d'Argentan à Surdon et Le Merlerault ; l'autre sur la ligne de Surdon à Alençon. Mais leur campagne fut de courte durée. A peine avaient-ils mis la main à l'œuvre qu'ils apprirent que l'ennemi avait reparu à Alençon, en avait chassé un bataillon de mobilisés et le poursuivait, l'épée dans les reins, sur la route de Sées. La continuation de leurs opérations devenait absolument impossible. Ils rentrèrent à Argentan où parvint, peu de temps après, la nouvelle de la capitulation de Paris et de la signature d'un armistice.

(1) M. Laisement.

(2) MM. Collet et Delanoë.

(3) MM. Morel et Besnouin, surveillants, étaient à leur tête.

§ V.

La suspension des hostilités nous laissant un peu plus de liberté, nous en profitâmes pour rouvrir, le 30 janvier, les bureaux de *Séze* et du *Merlerault*, et, le 1<sup>er</sup> février, ceux de *Vimoutiers* et *Trun*. Toutefois, quelque indécision se produisit dans nos esprits. Une convention avait été signée par le Gouvernement ; il fallait la respecter ; et pourtant nous n'en connaissions point entièrement la portée dans tous les détails de l'application. Des instructions spéciales semblèrent nécessaires. On les demanda à l'administration centrale. Elle nous les transmit avec une précision et une clarté parfaites :

« *Dans les localités situées au milieu des lignes allemandes, éviter de s'exposer à l'obligation de prêter un concours quelconque à l'ennemi ; et pour cela, maintenir le bureau fermé et faire replier le personnel dans la zone neutre.* »

C'était à la fois, il faut le reconnaître, de la dignité et de la sagesse. Du tracé de la ligne de démarcation entre les deux armées dépendit donc le sort d'une partie de nos bureaux. *A Séze, Le Merlerault, Gacé et Vimoutiers*, localités condamnées au joug d'un ennemi sans foi, ils furent supprimés comme à *Alençon, Le Mesle-sur-Sarthe, Mortagne et Bellême*. Nous ne conservâmes, pendant tout l'armistice et jusqu'à la conclusion de la paix, que les bureaux d'*Argentan, Domfront, la Ferté-Macé, Flers, Briouze, Tinchebray, Juvigny-sous-Andaine et Trun*. Les quatre premiers reçurent des renforts en personnel, et le service s'y fit, le jour et la nuit, dans les plus larges conditions.

Aucun incident particulier ne marqua, d'ailleurs, la phase délicate de la période électorale.

Un moment, le 26 février, on éprouva, faute de nouvelles officielles, toutes les angoisses d'une reprise immédiate des hostilités. Mais la panique ne dura pas longtemps. Avant le

terme fatal de minuit, on acquit la certitude que la guerre allait désormais cesser tout à fait.

La France, abandonnée de l'Europe, terrassée, meurtrie, presque expirante, courbait la tête sous les cruelles exigences du vainqueur, et, pour ne pas périr entièrement, se résignait à des sacrifices inconnus dans ses annales.

Sans perdre une minute, on reprit, le 27 février, l'œuvre de réparation des lignes télégraphiques d'Argentan à Alençon, et de Surdon au Merlerault. M. le Sous-Préfet de Mortagne, dont l'arrondissement se trouvait éloigné et isolé de ces deux faisceaux de fils principaux, voulut bien, de son côté, s'associer à nos efforts, en faisant pourvoir au plus pressé, le long de la route nationale n° 12.

De la sorte, en ne s'attachant partout qu'aux opérations provisoires les plus indispensables, on parvint, au bout de quelques jours, à rétablir la communication télégraphique entre Alençon, Argentan, Mortagne et leurs bureaux annexes.

Au bureau d'Alençon, comme sur les lignes, le provisoire inauguré le 6 mars se prolongea pendant plusieurs jours. Le local de la station réclamait, en effet, beaucoup de petits travaux d'aménagement. Les Prussiens l'avaient, non seulement fouillé minutieusement de la cave au grenier, mais encore souillé de toutes façons et épargné d'autant moins qu'ils n'avaient pas pu y placer leur télégraphe militaire.

Le mois de mars suffit à la réinstallation définitive et complète des fils et des bureaux. Dès le 17, le réseau de l'Orne était revenu à son agencement normal, c'est-à-dire aux dispositions qu'il présentait au 1<sup>er</sup> juillet 1870.

Depuis leur première apparition à Bellême, le 23 novembre 1870, jusqu'à l'évacuation définitive du département, le 8 mars 1871, les Allemands n'ont eu dans l'Orne qu'un seul poste télégraphique, celui qu'ils installèrent à Alençon dans une maison voisine de la station télégraphique, une première fois le 17 ou le 18 janvier, une deuxième fois le 30 ou 31 janvier. Ce poste, exclusivement militaire, était desservi par deux

employés. Il n'eût jamais qu'une seule communication avec le Mans, et encore par un conducteur formé, à grand'peine, de plusieurs fragments des fils français composant la ligne d'Alençon au Mans.

En matériel télégraphique, l'invasion du département nous a coûté quelques centaines de kilogrammes de fil de fer disparus, une vingtaine de poteaux hachés, un récepteur Morse et deux sonneries emportés par des officiers du corps volant de Mecklembourg, et plusieurs appareils secondaires brisés à coups de hache et de sabre dans quatre bureaux municipaux (*Sées, Gacé, Le Mesle-sur-Sarthe, Bellême*).



G. TRIGER,  
*inspecteur des télégraphes.*

Alençon, le 1<sup>er</sup> juillet 1871.

